



PREFET DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau des élections
et de la police administrative

AP N° 82-2015-10-20-001

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE Société AGE DE PIERRE à PUYLAGARDE

Le Préfet de Tarn-et-Garonne,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.511-1 et L.514-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2007 autorisant la société AGE DE PIERRE à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de PUYLAGARDE pour une durée de 30 ans ;

Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 18 septembre 2015 ;

Considérant que l'exploitant a réalisé une activité d'extraction de matériaux en dehors des limites autorisées (exploitation de la bande de protection des 10 mètres réglementaire) ;

Considérant que la société AGE DE PIERRE exploite la bande de protection de 20 mètres par rapport à l'axe de la canalisation de transport de gaz jouxtant le site exploité par TIGF (située en partie ouest de la carrière) ;

Considérant que l'exploitant a été informé par l'inspection des installations classées par courrier en date du 23 septembre 2015 et qu'il lui appartient de formuler ses observations auprès du préfet de Tarn-et-Garonne dans le délai de 15 jours à partir de cette date ;

Considérant l'absence de réponse de l'exploitant dans le délai de 15 jours ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Tarn-et-Garonne ;

ARRETE

Article 1 : La société AGE DE PIERRE, dont le siège social est situé « Les Boutiques Basses » 82160 PARISOT, est mise en demeure, pour l'exploitation de la carrière située sur le territoire de la commune de PUYLAGARDE, dans le délai de trois mois, de respecter les articles 9.4.4 et 9.4.5 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2007 en remettant en état les bandes d'interdiction d'exploiter (10 mètres en périphérie du site et 20 mètres de la canalisation de transport de gaz jouxtant le site).

Article 2 : Si à l'expiration des délais fixés à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L 514-2 du code de l'environnement – fermeture – suppression – consignation de sommes – travaux d'office – suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le Maire de PUYLAGARDE, le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

A Montauban, le 20 OCT. 2015

Le préfet,

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général

Jean-Michel DELVERT

Délais et voies de recours : (Art. L 514-6 du code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Toute personne intéressée peut également saisir directement le tribunal administratif dans un délai de quatre ans à compter de la publication de l'acte ou le cas échéant dans les deux ans qui suivent la mise en service de l'installation.